

ARRETE n° 1618 CM du 19 octobre 2020 portant autorisation d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public fluvial au titre de l'exploitation de la ressource en eau par le forage Nuuroa 1 identifié "CA30", sis dans la commune de Moorea-Maiao, commune associée de Haapiti, parcelle cadastrée section KE n° 66, au profit de la commune de Moorea-Maiao.

NOR : DEQ2020869AC-5

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, en charge des transports terrestres,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1639 CM du 17 novembre 1999 fixant les normes de potabilité des eaux destinées à la consommation humaine ;

Vu l'arrêté n° 1640 CM du 17 novembre 1999 modifié fixant le programme de contrôle de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

Vu le plan général d'aménagement de la commune de Moorea-Maiao ;

Vu le courrier n° 15-20 CMM/DSPE/PT du 7 janvier 2020 de la commune de Moorea-Maiao ;

Vu la demande de la commune de Moorea-Maiao en date du 6 février 2020 ;

Vu l'étude du bureau d'études "H₂O Ingénierie" réceptionnée le 20 février 2020 au groupement d'études et de gestion du domaine public de la direction de l'équipement ;

Vu l'avis du service de l'urbanisme n° 707 MLA/SAU du 26 février 2020 ;

Vu l'avis de la subdivision de Moorea de la direction de l'équipement n° 403-20 MOOR du 18 mai 2020 ;

Vu l'avis du Centre d'hygiène et de salubrité publique n° 2183 MSP/DSP/CHSP du 8 juillet 2020 ;

Vu l'avis de la direction de l'environnement n° 1053 MCE/ENV du 23 juillet 2020 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 octobre 2020,

Arrête :

Article 1er.— L'occupation temporaire d'une dépendance du domaine du domaine public fluvial, au titre de l'exploitation de la ressource en eau par le forage Nuuroa 1 sis dans la commune de Moorea-Maiao, commune associée de Haapiti, est autorisée au profit de la commune de Moorea-Maiao et tel que le tout figure sur la fiche descriptive n° CA30 du dossier présenté par le bureau d'études "H₂O Ingénierie" détenue par le groupement d'études et de gestion du domaine public de la direction de l'équipement.

Art. 2.— Les caractéristiques du forage sont définies dans le tableau ci-dessous :

Site	Nuuroa	
Type de captage	Forage verticale	
Identification	CA30	
Date de mise en service	2005	
Nom	Nuuroa 1	
Parcelle	KE n° 66	
Profondeur (en m)	63	
Diamètre du tubage (en mm)	220 (intérieur)	
Débit d'exploitation (en L/s)	23	
Coordonnées (source - LTPP)	X	191 951
	Y	8 059 351
	Z	6.7
Coordonnées (source - EGIS)	Latitude :	-17,530842
	Longitude :	-149,90159

Art. 3.— La présente autorisation est accordée à la commune de Moorea-Maiao au titre de l'exploitation d'un forage dans le cadre de l'alimentation en eau potable de la population de la commune de Moorea-Maiao.

Art. 4.— La présente autorisation est consentie pour une période de soixante-dix (70) années consécutives, à compter de la date du présent arrêté, aux clauses et conditions suivantes que la commune de Moorea-Maiao s'engage à respecter, à savoir :

1° Elle est tenue d'obtenir au préalable toutes les autorisations administratives exigées par la réglementation en vigueur auprès des services et organismes compétents de la Polynésie française ;

- 2° Elle est tenue de respecter toutes les conditions techniques et les prescriptions qui peuvent lui être imposées par les services et organismes compétents de la Polynésie française, notamment en ce qui concerne les mesures de protection, d'hygiène et de contrôle de la qualité de l'eau et les modalités techniques d'exhaure de l'eau, ainsi que celles en matière d'urbanisme et d'aménagement ;
- 3° Elle devra effectuer dans les meilleurs délais, une analyse physico-chimique complète de la ressource en eau par un laboratoire reconnu et transmettre ces résultats au Centre d'hygiène et de salubrité publique, direction de la santé (CHSP) ;
- 4° Elle est tenue de contrôler régulièrement la qualité de l'eau à la ressource et à la distribution. Aussi, elle doit mettre en place à ses frais, un programme de contrôle conforme à l'arrêté n° 1640 CM du 17 novembre 1999 fixant le programme de contrôle de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Les analyses seront réalisées par un laboratoire reconnu et les résultats seront transmis au CHSP ;
- 5° Elle devra installer des dispositifs de potabilisation de l'eau et fournir de l'eau répondant aux normes de potabilité fixées par l'arrêté n° 1639 CM du 17 novembre 1999 fixant les normes de potabilité des eaux destinées à la consommation humaine ;
- 6° Elle devra équiper le forage d'un robinet de prélèvement ;
- 7° Elle devra installer un compteur d'eau entre la tête de forage et le robinet afin de ne pas fausser les données de volumes prélevés et le maintenir installé afin de déterminer la consommation en eau tirée des forages autorisés ;
- 8° Le forage devra comporter un débitmètre fonctionnel sur toute la durée de l'exploitation de l'ouvrage, ainsi qu'un piézomètre pour suivre l'évolution et l'état du colmatage des ouvrages dans le temps ;
- 9° Elle établit un périmètre de protection clôturé de 10 mètres autour du forage. A l'intérieur de ce périmètre, seront interdits toutes activités et dépôts en dehors de celles liées à l'exploitation et la maintenance du forage. Le fauchage manuel sera privilégié ;
- 10° Elle est seule responsable de tout dommage ou de toute contamination de la ressource en eau causée par la mise en place du système de forage d'eau souterraine.
La Polynésie française ne peut, en aucun cas, être mise en cause ou appelée en garantie par la bénéficiaire pour quelque cause ou quelque motif que ce soit ;
- 11° Les travaux sont à la charge de la commune qui est seule tenue à toutes les garanties que les occupations peuvent entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.
Elle fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 12° Elle ne peut mettre en cause la Polynésie française en cas de dégradation de tout ou partie de la construction en cas d'éventuels travaux entrepris sur le domaine public par les agents de la direction de l'équipement ;
- 13° Elle est tenue de laisser un libre accès aux agents de la direction de l'équipement lors des visites de contrôle de l'ouvrage ;
- 14° Enfin, elle devra impérativement et au préalable avertir la direction de l'équipement de toute autre intervention sur le domaine public fluvial.

Art. 5.— Les volumes annuels d'eau prélevés devront être déclarés à la direction de l'environnement et à la direction de l'équipement, groupement d'études et de gestion du domaine public.

Art. 6.— L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par la bénéficiaire.

Art. 7.— La bénéficiaire doit fournir un plan de récolement à la direction de l'équipement, groupement d'études et de gestion du domaine public, à l'achèvement des travaux de réhabilitation en vue de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 8.— L'exploitation de la ressource en eau par un forage étant destinée à l'alimentation en eau potable de la commune de Moorea-Maiao, et conformément à l'article 10 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française, la commune de Moorea-Maiao est exonérée de redevance.

Art. 9.— Toute demande de renouvellement de l'occupation est effectuée six mois avant la date d'échéance de l'autorisation. Cette demande est adressée par lettre à la direction de l'équipement (BP 85, 98713 Papeete), accompagnée d'un plan de récolement et du certificat de conformité délivré par la direction de l'équipement.

Art. 10.— La présente autorisation est accordée à titre personnel et précaire. Le non-respect des engagements pris par la bénéficiaire et des recommandations de la direction de l'équipement entraîne la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 11.— A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, la commune sera tenue de retirer, à ses frais, toutes les installations qu'elle aura établies pour l'ouvrage d'exploitation de la ressource en eau.

Art. 12.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions des articles ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente peut soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Art. 13.— Le vice-président, ministre de l'agriculture, de l'économie bleue et du domaine, en charge de la recherche, et le ministre des grands travaux, en charge des transports terrestres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Moorea-Maiao et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 octobre 2020.

Pour le Président absent :

Le vice-président,

Tearii Te Moana ALPHA.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,

Tearii Te Moana ALPHA.

Le ministre des grands travaux,
René TEMEHARO.